

CHS LE VINATIER

<http://fovinatier.free.fr>

forceo@libertysurf.fr

04.37.91.53.20

Compte rendu de mandat :

Le Personnel avec les syndicats face au Directeur Général, au Conseil de Surveillance le 24 octobre.

Un camarade au nom de l'intersyndicale ayant présenté la plateforme de revendications en 5 points, le DG a répondu à celle-ci point par point. Il s'en est suivi un échange dont nous retraçons ici l'essentiel.

1^{er} : **S'agissant de la Blanchisserie** et de son passage au G.C.S. de St-Priest, **ce projet est abandonné.**

Ce qui est une bonne nouvelle notamment pour les agents de la buanderie car ce projet initiait pour 15 d'entre eux **un changement d'employeur**. Et aussi pour les personnels en unités de soins, car les difficultés actuelles en fourniture de linge auraient été avec notre passage au GCS multipliées par 10.

2^{ème} : **S'agissant des effectifs, des conditions de travail, des suppressions de lits.**

Le DG a fait de longues digressions pour indiquer que « *nous sommes obligés vis-à-vis de l'ARS de fermer Arthaud ainsi que 35 lits d'hospitalisation classique avec les suppressions de postes qui vont avec car dans le cas contraire, l'ARS ne nous donnera pas l'argent promis....* ». Quel aveu ! Si on comprend bien Mr le DG, **dorénavant l'ARS donne de l'argent aux établissements pour fermer les lits et supprimer des emplois** ! Quelle honte.

Bien sûr cette nouvelle perspective de fermeture de lits et de diminution de postes de travail en lien avec la mise en œuvre d'hôpital 2012 ne peut que conduire à **une nouvelle aggravation des conditions de travail**. FO n'a pas l'intention de laisser faire.

3^{ème} : **S'agissant de l'élargissement des 12H à tout l'hôpital :**

La Direction, à savoir tant le DG que le Directeur des soins, affirme qu'« *nous ne sommes pas partisans des 12 heures et après l'UHSA, le BSI, et l'UMA, il n'y aura pas d'extension des 12 heures à l'ensemble des unités de soins* ». Cela les membres du conseil de Surveillance intégrant les représentants de la CME, ainsi que le personnel présent, l'ont entendu. Mais nous pensons nous FO qu'il y a problème.

- Premièrement parce que nous avons entendu déjà la même chose à l'époque de l'UHSA, cet 'engagement' avait déjà été pris ? Cela n'a pas empêché le BSI puis l'UMA d'y passer. Avec au passage le fait que tant au BSI qu'à l'UMA ceux qui ne sont pas pour, majoritaires aux deux endroits, sont invités à dégager.
- Deuxièmement parce qu'après avoir indiqué cela, le DG dit exactement **le contraire** ! En effet il précise dans la discussion : « *Le temps est fini où les syndicats négociaient avec la Direction, les organisations du travail* » ! Qu'est-ce que cela peut-il vouloir bien dire d'autre que : « *Dorénavant, les agents sont entièrement à la merci de l'arbitraire* » ?

Et lorsque la Direction dit plus haut qu'« *il faudra accepter de rendre des postes dans le cadre d'hôpital 2012...* », ça n'aurait pas de conséquences ? Rendre les postes, c'est pas ça qui pousse partout les directions d'hôpitaux à généraliser les 12 heures ? Là aussi FO ne compte pas lâcher.

4^{ème} : **S'agissant de l'abandon du 'Vademecum', délégation de gestion du Personnel aux pôles :**

Incontestablement c'est le point qui 'dérange' le plus la Direction dans la plate-forme syndicale. Le DG s'est lancé dans un vibrant plaidoyer en défense de 'son' Vademecum :

« *Celui-ci a fait l'objet d'une **longue négociation entre le corps médical et la Direction Générale** dans l'esprit de la Loi H.P.S.T. qui a donné du pouvoir au corps médical..... Celui-ci a décidé d'aller le plus loin possible sur la délégation de gestion des personnels aux pôles...* » .

Plusieurs remarques :

- A nouveau, un chef de service (le docteur Godet) vient d'être démis de sa fonction par **une note de service (décision N°2012-120) signée du Directeur Général**. Ceci eut été **impossible** avant la Loi Bachelot. C'est elle qui a rendu cela possible. En conclure que « *celle-ci donne du pouvoir aux médecins* », seul un imbécile sans espoir peut le croire.
- Le seul '*pouvoir*' que la Loi HPST a concédé aux médecins est celui-ci : **se faire les complices, dans le cadre de la subsidiarité, des mesures de réduction de la dépense contre les malades et les personnels médicaux comme non-médicaux.**
- C'est d'ailleurs la **seule** raison qui a prévalu à la mise à l'écart du docteur Godet. Ainsi nous avons interpellé le Directeur en ces termes : « *Que reprochez-vous au docteur Godet ? De ne pas prendre en charge les malades de son secteur ? De ne pas être en phase avec le Personnel qui travaille avec lui ? D'avoir commis une faute, laquelle ?....* ». Les présents attendent toujours la réponse....

«.... l'obligation polaire contenue dans la loi H.P.S.T., **c'est la fin du paritarisme**.....il nous faut ré-inventer un nouveau dialogue social basé sur le principe de la subsidiarité et la transparence.....dorénavant le temps est fini où les syndicats et la direction négociaient ensemble les organisations du travail.... nous respecterons les règles, **mais** dans le cadre des pôles.... ».

- La fin du paritarisme ? Il ne suffit pas de la décréter, il faut encore la réaliser. Le Ministère fait actuellement une 'concertation' pour '*un pacte de confiance avec les personnels hospitaliers*'. Devons-nous comprendre qu'il s'agit pour le Ministère d'aller dès lors vers « *la fin du paritarisme* » ?
- Le Directeur, qui participe aux groupes de travail de cette concertation, affirmant que la discussion sur le pacte de confiance ne pourra déboucher que sur « *...un pacte de confiance pour H.P.S.T...* ». Exprime-t-il ici son **seul** point de vue ?
- « *respecter les règles dans le cadre des pôles...* » ? S'il s'agit de respecter le Statut, pourquoi avoir fait les pôles ? Pourquoi faire la délégation de gestion du Personnel aux pôles ? Ça ne change vraiment rien ?
- Le Président de la CME dit « *Nous médecins ne nous intéressons pas aux questions de carrière, de grade, etc ...nous voulons la délégation pour avoir la main sur l'organisation des soins !...* ». Et l'organisation des soins n'aurait rien à voir avec l'organisation du travail ? Et l'organisation du travail n'a rien à voir avec les mesures budgétaires ? Et les mesures budgétaires n'ont rien à voir avec les grades, les carrières des agents ? Les choses sont si morcelées, si étanches que ça ? **Encore une fois qui peut croire sérieusement ça ?**
- Un bref élément de réponse. Au Conseil de Surveillance a été présenté la convention de partenariat entre le chs vinatier (établissement public) et le chs St-jean-de-dieu (établissement privé) à propos du fonctionnement des deux services ados (Flavigny et Ulysse). Un Coordonateur **commun** aux deux établissements est désigné. Et parmi ses tâches figure celle-ci : « *donner un avis sur l'évaluation de l'ensemble des personnels médicaux et non-médicaux, participer aux réunions de synthèse annuelles des entretiens d'évaluation* ». Il s'avère que le coordonnateur est le praticien chef de service du CHS vinatier, mais cela aurait pu être l'autre, celui de St-jean-de-dieu. **Ce qui en clair signifie qu'un médecin sous convention privée, étranger à notre hôpital, pourrait parfaitement participer à l'évaluation, c'est-à-dire la note, le déroulement de carrière, d'agents du CHS Vinatier, agents de la Fonction Publique Hospitalière ?!!** Voilà la définition pour Mr le Directeur Général du « *respect des règles* ».

Le mercredi 8 novembre à 10h30, la Direction du CHS vinatier a accepté de recevoir l'intersyndicale porteuse de la plate-forme de revendications. Pour ce qui est de FO, comme nous le rappellerons pendant l'AG qui précède, nous n'irons pas à ce rendez-vous pour discuter ou se concerter. Mais attaché au paritarisme, c'est-à-dire à la démocratie, **nous irons pour négocier**.

Plus que jamais les points de revendication de la plate-forme permettent de souder le Personnel médical et non-médical contre les différentes manœuvres de division nécessaires à la réduction de nos outils de travail, lits, services, postes de travail, etc....Oui nous défendrons nos organisations de travail, en journée de 8H, nos RTT, nos congés et tout ce qui en découle. Oui nous défendrons nos emplois, nos grades contre les « *glissements de tâches* ». Oui il existe deux parties, les employés et les employeurs, leurs intérêts respectifs sont divergents et antinomiques. Force Ouvrière est et restera à 100% du côté des employés, de tous les employés.

AG à 10h dans le hall du Centre Social le 8 novembre pour constituer la délégation qui ira négocier avec la direction sur nos revendications définies, par la plate-forme unitaire.